



TRIBUNE

FACE A DES POLITIQUES AGRICOLES SANS BOUSSOLE, RÉAGISSONS AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !

À quel prix l'agriculture française pourra-t-elle continuer à être l'une des plus performantes et des plus qualitatives du monde ?

Alors que les trésoreries de nos exploitations sont touchées de plein fouet par l'explosion des charges, la France s'obstine dans une surenchère de décisions dont nous ne pouvons désormais plus payer le prix.

L'addition à payer est aujourd'hui intenable, nous le vivons au quotidien sur nos fermes... Mais cela ne semble pas émouvoir les décideurs—qui persistent et signent à saper notre compétitivité à grand renfort de réglementations, interdictions et taxations qui s'abattent sans discontinuer sur les agriculteurs !

Sur le plan réglementaire, cela se traduit par l'élimination progressive de nos moyens de production avec la multiplication d'impasses techniques lourdes de conséquences. Ces douze derniers mois auront connu l'interdiction des rares solutions encore efficaces pour la protection de certaines de nos cultures : néonicotinoïdes, S-Métolachlore... Plus récemment, ce sont les restrictions d'usages du Prosulfoarbe et l'interdiction du Triflurosulfuron méthyl, qui rejoignent la longue liste des solutions prohibées ou en sursis, alors même qu'aucune alternative techniquement et économiquement viable n'ait émergée à ce jour. Il s'agit pourtant d'un prérequis essentiel pour assurer la qualité sanitaire de nos productions et la sécurité alimentaire de nos concitoyens !

Qu'est-il advenu des promesses annonçant davantage de concertation pour ne pas abandonner les agriculteurs sans solutions techniques et de nous préserver des distorsions de concurrence ?

Visiblement pas grand-chose... Pire : la France—préfère aujourd'hui se défaire sur la Commission européenne plutôt que de soutenir ses agriculteurs : la réhomologation du glyphosate en Europe, pourtant basée sur un avis favorable de l'EFSA, a été rejetée suite à l'abstention française ! Quant aux jachères, quelle cohérence à nous imposer une baisse de nos surfaces de production tout en nous encourageant à produire plus d'alimentation, pour garantir notre souveraineté, et plus de biomasse pour répondre aux enjeux climatiques ? Aucune.

Même constat sur le plan économique avec le projet de loi de finance 2024 qui annonce un matraquage fiscal sans précédent. A la hausse de la TFNB, s'ajoutent désormais l'augmentation jusqu'à 100% de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ; et d'au moins 20% de celle pour pollution diffuse (RPD). Plus de 50 M€ de taxes supplémentaires qui pèseront lourd sur nos comptes d'exploitation déjà bien affaiblis.

Qu'est-il advenu de l'engagement des Pouvoirs publics à lutter contre l'inflation des produits alimentaires sans rogner les marges des agriculteurs ?

Là encore, nous y voyons une nouvelle contradiction que nous dénonçons avec force. Pire, les motivations écologiques invoquées pour justifier cet énième coup de boutoir fiscal, peinent à masquer un manque total de transparence et de sincérité sur l'utilisation des 185 M€ de redevances déjà payées par les agriculteurs.

C'est un sentiment de ras-le-bol général qui nous anime aujourd'hui. Au regard des multiples efforts consentis au quotidien par chacune et chacun d'entre nous pour produire plus et produire mieux, nous dénonçons collectivement une approche sourde et aveugle aux véritables enjeux qui se profilent pour notre avenir commun.

Résolument engagés à relever les défis alimentaires et climatiques, nous refusons de devenir une simple variable d'ajustement électorale ou budgétaire qui ne servira ni la compétitivité de la ferme France, ni le pouvoir d'achat des Français et encore moins les transitions agricoles !

Face à ce qui s'apparente désormais plus à un démantèlement progressif de nos agricultures qu'à « l'écologie accessible et juste » prônée par le président de la République, nous refusons tout fatalisme et alertons aujourd'hui tous les élus face à la gravité de la situation !

Il n'y aura pas d'agriculture réellement durable sans compétitivité, et il n'y aura pas de compétitivité en accumulant les contraintes et les taxes. C'est totalement contreproductif si l'on souhaite investir dans les transitions. L'Etat doit désormais prendre ses responsabilités et répondre clairement à une seule et unique question : souhaite-t-on investir massivement pour un avenir avec des grandes cultures en France ou préfère-t-on tirer un trait sur notre souveraineté alimentaire ?

Aujourd'hui, on se désole de notre effondrement industriel et on voit combien la pente est difficile à remonter. Au-delà du sentiment d'exaspération que nous partageons tous, nous restons déterminés à ne pas laisser la même erreur se produire pour les grandes cultures : mobilisons-nous pour faire bouger les lignes !

Eric Thirouin
président de l'AGPB

Franck Laborde
président de l'AGPM

Franck Sander
président de la CGB

Benjamin Lammert
président de la FOP

Geoffroy d'Evry
président de l'UNPT

AUGMENTATION DE LA RPD : COMBIEN CA COÛTE ?

1. Demandez le montant de votre RPD payée sur la dernière campagne auprès de votre technicien appro ou de votre comptable
2. Simulez l'impact de la hausse de la RPD sur vos prochaines factures avec notre calculette en flashant le QR CODE* :



*ou à l'adresse suivante : <https://www.agpb.fr/activité/calculiez-le-montant-de-la-hausse-de-votre-rpd>